



Assemblée parlementaire de l'OTAN

SOUS-COMMISSION SUR
LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE (CDS DG)

SOUS-COMMISSION SUR
LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES (PCTR)

RAPPORT DE MISSION

**PHILADELPHIE ET CARLISLE,
ÉTATS-UNIS**

18 – 22 SEPTEMBRE 2017

I. INTRODUCTION

1. L'approche de la nouvelle administration américaine envers un certain nombre de questions internationales sensibles continue d'évoluer et les États-Unis demeurent fermement attachés à l'Alliance, ont indiqué des experts à une délégation de législateurs de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) lors d'une visite effectuée à Philadelphie et à Carlisle, Pennsylvanie (États-Unis), du 18 au 21 septembre 2017.

2. Les réunions d'information ont principalement porté sur la Russie, le conflit en Syrie et la situation dans le Golfe, ainsi que sur la crise nord-coréenne. Si les experts indépendants rencontrés ont exprimé des points de vue divergents, voire contradictoires, notamment à propos de la crise syrienne, ils considèrent néanmoins que les politiques des États-Unis à l'égard de ces régions restent à définir clairement. Cela étant, ils ont rapporté aux délégués que, si les discours du président Donald Trump divergent pour une grande part de ceux de ses prédécesseurs, une continuité non négligeable persiste dans de nombreux domaines de politique étrangère et de sécurité des États-Unis.

3. L'un des experts a noté que l'administration américaine était tiraillée entre sa réticence à élargir ses engagements internationaux et sa volonté d'agir de manière décisive et résolue. En attendant, d'autres puissances, comme la Russie et la Chine, tentent de se tailler des zones d'influence là où les États-Unis semblent avoir abandonné leur leadership. Plusieurs experts indépendants ont également appelé les Alliés des États-Unis à proposer par eux-mêmes des politiques cohérentes plutôt que de se contenter d'être de simples spectateurs et commentateurs de l'évolution de la politique étrangère américaine.

4. La délégation constituée de deux sous-commissions de l'Assemblée - la sous-commission sur la gouvernance démocratique (CSDSG) et la sous-commission sur les relations transatlantiques (PCTR) -, s'est entretenue avec des experts indépendants à Philadelphie et s'est rendue à l'Institut des études stratégiques de l'École de guerre de l'armée de terre américaine (*Strategic Studies Institute of the US Army War College*) à Carlisle. Cette visite s'inscrivait dans le prolongement de la série d'exposés auxquels les délégations de l'AP-OTAN sont invitées lors de leurs visites à Washington, D.C. Les parlementaires de l'OTAN se sont également rendus au Centre du renseignement de la vallée du Delaware des services de police de Philadelphie (*Delaware Valley Intelligence Center of the Philadelphia Police Department*). Composée de 26 parlementaires de 10 pays membres de l'OTAN et de deux pays partenaires, la délégation était menée par Lord Jopling (Royaume-Uni), le président de la CSDSG, et Øyvind Halleraker (Norvège), le président de la PCTR.

II. RELATIONS ÉTATS-UNIS / RUSSIE

5. S'agissant de la Russie, les experts rencontrés lors de cette visite aux États-Unis ont fait observer qu'elle était « trop importante pour être ignorée ». La Russie est *de facto* en guerre politique avec l'OTAN et l'UE depuis au moins une décennie, mais il a fallu du temps aux pays occidentaux pour le réaliser, notamment parce que les manœuvres d'influence de la Russie étaient principalement secrètes. Ces manœuvres d'influence portaient initialement sur les voisins de la Russie, mais ces dernières années, le Kremlin a également tenté d'exercer une influence sur certains mécanismes nationaux au sein même des pays occidentaux.

6. La communauté euro-atlantique doit maintenir des relations de travail avec la Russie, même si les précédentes tentatives pour établir un dialogue sont restées vaines en raison des pratiques solidement enracinées qui guident la politique russe. Cette situation ayant peu de chances de changer dans un avenir proche, les pays membres de l'OTAN doivent rester unis et déterminés face aux tentatives russes de fragiliser l'Alliance. En outre, les budgets de défense des états membres augmentent, l'Alliance doit chercher à améliorer l'état de préparation de ses forces, grâce à des formations conjointes, par exemple. Non seulement cela démontrera la capacité de l'OTAN à

protéger les Alliés mais enverra aussi un signal fort à la Russie, de même qu'aux partenaires de l'OTAN. L'un des experts a suggéré que les Alliés identifient clairement la Russie comme un concurrent et développent une position commune vis-à-vis de la menace qu'elle représente. Il a mis en garde contre l'acceptation de la demande de la Russie de mettre un terme à l'élargissement de l'OTAN et de l'UE parce que cela irait à l'encontre des valeurs de l'Alliance et des pays occidentaux.

7. Un autre expert a noté que la Russie ne visait pas seulement l'OTAN, mais aussi l'UE. Le modèle préféré de la Russie est celui du « Concert de l'Europe », fondé sur les interactions entre les grandes puissances européennes. Le projet d'intégration européenne ne correspond pas à ce modèle. L'Europe est de plus en plus consciente de la menace russe, notamment depuis l'agression contre l'Ukraine. La réponse de l'UE a été étonnamment vigoureuse. Outre les sanctions, l'UE a également intensifié ses efforts pour accroître son indépendance énergétique et, principalement grâce à ce que l'on appelle le « troisième paquet énergétique », pour saper la capacité de la Russie à utiliser ses ressources énergétiques comme une arme politique.

III. L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION DANS LA RÉGION MOAN

8. La nouvelle administration américaine semblerait privilégier le rétablissement des liens avec ses alliés traditionnels dans la région MOAN et adopter une position plus ferme vis-à-vis de l'Iran, ont appris les délégués. Le président Donald Trump et une partie importante du Congrès des États-Unis considèrent le Plan d'action global conjoint (JCPOA) de façon très critique et veulent l'abandonner. La délégation a entendu des points de vue très différents sur cette question. Certains experts ont fait valoir que l'accord sur le nucléaire donnerait plus de pouvoir à l'Iran et fournirait au régime de Téhéran des actifs financiers importants. Ils ont prévenu que dans dix ans, la communauté internationale devrait faire face au même défi posé par l'Iran que celui posé par la République populaire démocratique de Corée (RPDC - Corée du Nord) si le JCPOA était mis en œuvre. En revanche, d'autres intervenants ont déconseillé d'abandonner l'accord. Ils ont ajouté que l'échec de la mise en œuvre du JCPOA serait une aubaine pour les extrémistes en Iran et n'empêcherait pas l'Iran d'acquiescer des armes nucléaires.

9. Cette position de l'administration Trump a encouragé l'Arabie saoudite à adopter une position plus affirmée dans la région. Après la consolidation du pouvoir au niveau national, les dirigeants saoudiens investissent davantage dans les guerres par procuration avec l'Iran. Ils sont également entrés en conflit avec le Qatar pour sa prétendue position pro-iranienne. Un expert a fait observer qu'une position de l'Arabie saoudite plus affirmée pourrait servir à court terme les intérêts américains, avec le risque de répercussions négatives à long terme, l'Arabie saoudite continuant de promouvoir la diffusion de l'idéologie wahhabite. Un autre intervenant a souligné que la scission au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG) affaiblit la position des États-Unis dans la région, le CCG ayant contribué à la projection de la puissance américaine dans le Golfe.

10. Certains experts ont fait remarquer que la défaite militaire imminente de Daech en Syrie et en Iraq n'apporterait pas la stabilité dans la région. D'autres ont fait valoir que l'organisation terroriste ne constitue plus une véritable menace et que les pays occidentaux devraient se concentrer sur le confinement de l'Iran et de ses fidèles. Alors que les Alliés luttent encore pour trouver un terrain d'entente sur la Syrie, la Russie et l'Iran ont renforcé le régime d'Assad. L'Iran a accru son influence même dans les zones à majorité sunnite libérées de Daech. Un participant a laissé entendre que le régime d'Assad est prêt à utiliser la stratégie la plus brutale pour vaincre ses ennemis afin de dissuader toute contestation future du régime. L'exode de millions de Syriens et l'afflux de combattants chiites ont également augmenté de façon marquée la proportion d'Alaouites en Syrie, qui constituent vraisemblablement 30% de la population. Un participant considérant les efforts diplomatiques pour trouver une solution politique en Syrie sous un angle plus optimiste, a fait valoir que les négociations, y compris les processus d'Astana et de Genève, progressaient. La délégation a ainsi appris que les zones dites de désescalade fonctionnent également et les réfugiés syriens y cherchent un abri.

11. Les querelles religieuses seraient de plus en plus marquées dans la région. En Iraq, la minorité sunnite se sent toujours privée de ses droits. Au Liban, le Hezbollah accroît son influence sur le gouvernement et est en synergie avec les forces armées libanaises. Les experts rencontrés ont prévenu qu'il existe un risque accru de tensions intercommunautaires au Liban par pays interposés.

12. La question kurde en Iraq et en Syrie complique la situation générale. Les Alliés de l'OTAN, la Turquie et les États-Unis ont des positions très différentes en ce qui concerne le rôle des unités de protection du peuple kurde (YPG). Certains experts ont fait valoir que les forces kurdes sont les alliés les plus efficaces des États-Unis dans la lutte contre Daech voire, comme un expert indépendant l'a suggéré, la « solution miracle » dans cette lutte. D'un autre côté, les experts états-uniens s'inquiètent des répercussions potentielles du référendum annoncé sur l'indépendance kurde et soulignent la nécessité de préserver l'intégrité territoriale de l'Iraq. Les membres turcs de la délégation ont souligné que la Turquie est l'un des plus ardents défenseurs de l'intégrité territoriale de l'Iraq. Ils ont prévenu qu'un référendum au Kurdistan iraquien constituerait une grave erreur car il porterait atteinte à l'intégrité territoriale de l'Iraq et déstabiliserait la région.

13. Globalement, toutefois, un expert a observé que l'importance stratégique du Moyen-Orient diminue, notamment en raison de la révolution énergétique qui rend les ressources pétrolières et gazières du Moyen-Orient moins importantes. Il a fait valoir que les alliances stratégiques dans la région seront probablement remplacées par des coalitions *ad hoc*.

14. Les délégués ont également discuté du problème du terrorisme et de l'extrémisme endogènes dans les pays occidentaux. Des intervenants représentant des organisations musulmanes modérées américaines et britanniques ont regretté que leur religion soit utilisée à mauvais escient par des radicaux et que dans certaines mosquées occidentales, les croyants subissent un lavage de cerveau à coups de sermons haineux. Ils ont souligné la nécessité de protéger les jeunes musulmans d'une idéologie de haine. Ils ont également suggéré de commencer par identifier clairement le problème et de remplacer le vague concept de « combat contre l'extrémisme violent » par celui de « Combat contre l'islamisme violent ». Pour résoudre le problème du terrorisme national, l'idéologie elle-même doit être ciblée, car de nombreux djihadistes devenus violents ne l'étaient pas au départ, a-t-on rapporté à la délégation. Un autre expert a fait valoir que la menace du terrorisme est surestimée dans les sociétés occidentales - seulement 3% des attaques terroristes ayant lieu dans les pays occidentaux. L'intervenant a suggéré que les pays industrialisés pourraient faire davantage pour favoriser la croissance socio-économique dans le monde en développement afin de réduire l'espace des activités de groupes extrémistes.

IV. LA SITUATION EN ASIE DE L'EST

15. Le défi posé par Corée du Nord, qualifiée de « fossile de la guerre froide » par un intervenant, a constitué un autre grand thème de ces réunions d'information. Les experts ont fait observer que le régime nord-coréen veut maintenir son emprise sur le pays et voit dans les armes nucléaires la stratégie de survie du régime. L'approche la plus réalisable à ce stade, a-t-on expliqué, est de trouver un accord selon lequel la Corée du Nord accepterait des restrictions et des inspections internationales de son programme nucléaire en échange de garanties subordonnées au non recours à la force contre le régime. C'est la Chine qui a sans doute le plus d'influence sur la Corée du Nord et son appui à cette dernière a considérablement diminué. Cependant, la Chine et les États-Unis envisageant des scénarios pessimistes très différents, il semble peu probable, comme l'a avancé un expert, que la Chine contribue à résoudre le défi posé par la Corée du Nord. Ainsi, la délégation a appris que du point de vue chinois, le risque de guerre dans la péninsule coréenne voisine et l'émergence d'une Corée pro-américaine unifiée l'emportent sur les dangers de l'impasse actuelle.

16. D'autres intervenants ont soutenu que l'administration américaine actuelle ne disposait pas de stratégie claire pour l'Asie et le Pacifique, alors que la Chine-même poursuivait activement son initiative « La ceinture et la route ». L'ascension de la Chine crée les conditions d'un transfert de pouvoir au détriment des États-Unis, et ce changement affectera le système international tout entier, a-t-il été indiqué aux délégués lors de la visite.

17. Les délégués ont été mis en garde de ne pas sous-estimer les risques provenant d'autres zones potentiellement sensibles, y compris Taïwan et les mers de Chine méridionale et orientale. Un intervenant a estimé que les événements survenus en mer de Chine méridionale, notamment le renforcement des installations militaires de la RPC sur les récifs de Fiery Cross, de Mischief et de Subi dans les îles Spratly, constituent une préoccupation majeure qui ne retient pas suffisamment l'attention internationale. Il a ajouté que ces initiatives représentent un défi pour la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUD). Un autre expert a déclaré que la Chine « ne va pas transformer la mer de Chine méridionale en un lac de Chine méridionale ». Il a souligné que l'essor de la Chine a entraîné un transfert de pouvoir entre la Chine et les États-Unis, ce qui influera sur les relations internationales à l'avenir. Ce transfert de pouvoir dure depuis près de 40 ans et entre maintenant dans sa deuxième phase, qui se manifeste le plus visiblement par une présence assumée de la RPC vis-à-vis d'autres acteurs. L'initiative « La ceinture et la route » est un autre signe visible de l'engagement international croissant de la Chine, bien que ce programme ne soit pas soutenu par une politique étrangère globale clairement formulée, selon l'expert.

18. L'un des intervenants a examiné la situation en Afghanistan qui selon lui, se détériore progressivement. Les talibans rejettent tout compromis politique et le sort de l'Afghanistan se jouera sur un champ de bataille, a-t-il affirmé. Il a également fait observer que l'administration américaine actuelle devrait adopter une position plus ferme à l'égard du Pakistan, mais il doutait que la pression exercée sur le Pakistan puisse donner les résultats escomptés. Le Pakistan reste un partenaire clé pour les États-Unis et l'OTAN, car il fournit le seul accès terrestre fiable à l'Afghanistan.

V. QUESTIONS DIVERSES

19. Des parlementaires de l'OTAN se sont également rendus au Centre du renseignement de la vallée du Delaware des services de police de Philadelphie (*Delaware Valley Intelligence Center of the Philadelphia Police Department*). La DVIC est l'un des nombreux centres de fusion des renseignements créés partout aux États-Unis après les attentats du 11 septembre et conçus pour améliorer la réponse aux menaces criminelles, terroristes et de sécurité intérieure. La DVIC procède à l'analyse du renseignement pour le personnel des forces de l'ordre et le personnel non policier et est en mesure de fournir des informations en temps réel à ses principaux partenaires partout aux États-Unis. La DVIC fait office de plateforme qui reçoit, analyse et diffuse des informations liées au crime, au terrorisme et aux situations d'urgence parmi les institutions publiques et privées de la vallée du Delaware, une région qui couvre en partie quatre États américains et quelque 7 millions de personnes. Parmi les principales préoccupations figurent le taux de criminalité (principalement le trafic de stupéfiants) et le fait que de nombreux sites historiques de Philadelphie pourraient être la cible de terroristes.

20. Les agents de la DVIC accordent une grande importance aux partenariats avec le secteur privé, qui possède environ 85% de l'infrastructure de Philadelphie et dont les actifs sont d'une importance cruciale pour permettre aux forces de l'ordre d'avoir une vision opérationnelle complète. Les agents de la DVIC ont informé les délégués que l'amélioration de l'analyse et du partage du renseignement a donné des résultats positifs tangibles. Les délégués ont également visité le Centre ultramoderne de prévention des crimes en temps réel (RTCC) de la DVIC, une unité novatrice qui apporte un appui analytique et d'investigation en temps réel au Département de police de Philadelphie.